



Moulay Hafid Elalamy.

P9

Entre récolte de blé et moisson de voix
Moulay Hafid fait le choix des cours...

Durcissement des conditions d'entrée des Maghrébins en France

Le président français Emmanuel Macron.

Macron s'octroie un visa pour remplir

P9

le Canard Libéré



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Quinzième année N°662 vendredi 1 octobre 2021 - 8 DH -

Directeur de la publication Abdellah Chankou

Confus **DE CANARD**

Afrique et Indopacifique

Les nouveaux défis de l'Amérique

P2-3



Aziz Akhannouch.



Abdellatif Ouahbi.

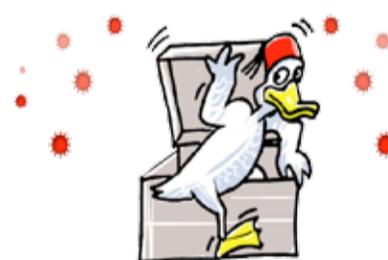


Nizar Baraka.

Aziz Akhannouch initie une démarche politique nouvelle

Un ménage à trois pour un seul objectif...

P6-8



Déconfiné de Canard

Côté **BASSE-COUR**

Annulation de deux accords commerciaux liant le Maroc et l'UE

Le jeu trouble de la justice européenne continue...

P5

Quel casting gouvernemental ?

Le PJD sans voix

P3

Al Othmani aux abonnés absents

P5

Sitel et Webhelp hors-la-loi

P9

L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Mohand Laenser

Nous sommes devenus le Mouvement perte sans profit

P11



LA FRANCE RÉDUIT DE MOITIÉ LE QUOTA DE VISAS POUR LES MAROCAINS

COMBIEN DE DOSSIERS DE VISAS AVEZ-VOUS REÇU ?

200 ET ON A JETÉ 100 À LA POUBELLE...



ZAG



Confus de Canard



Afrique et Indopacifique

Les nouveaux défis de l'Amérique



Abdellah Chankou



Quelle lecture faire de la rupture récente par l'Australie du contrat signé avec la France en 2016 portant sur la livraison de 12 sous-marins à propulsion Diesel pour la bagatelle de 56 milliards de dollars et le choix de Canberra de s'équiper avec du matériel à propulsion nucléaire dans le cadre de l'alliance AUKUS, nouée avec les États-Unis et le Royaume-Uni ? Ceux qui connaissent les dessous des cartes en France et ailleurs savent parfaitement que le véritable enjeu de cette affaire dépasse de loin l'aspect financier du mégadeal. Ce n'est pas tant la perte du montant colossal du « contrat du siècle » et son détournement par l'Oncle Sam à son profit qui ont mis en rogne l'Élysée, lequel est allé jusqu'à rappeler ce qui dans le cas d'espèce constitue un précédent diplomatique notable - ses ambassadeurs à Washington et à Canberra mais la signification politique profonde du pacte Aukus (Australia-United Kingdom-United States). Au-delà du diktat américain qui découle de la prééminence du droit US, ce pacte de sécurité conclu entre ces trois pays, dessine les contours d'une nouvelle alliance stratégique anglo-saxonne où la France, le vieil allié des USA et par extension de l'Europe- n'a

L'alliance Aukus s'inscrit plus largement dans la suite logique de la confrontation entre les deux superpuissances, américaine et chinoise, inaugurée par Donald Trump dans son style cassant et poursuivie par son successeur avec ses manières de gentleman.

pas de place. Viré sans ménagement sans même être consulté au préalable. Ce qui a été ressenti dans les cercles du pouvoir hexagonal comme une grande humiliation et considéré, selon l'expression du chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, comme un coup de poignard dans le dos.

Dans ce dossier éminemment politique, la France a été sacrifiée sur l'autel de la réorientation stratégique des intérêts de la première puissance mondiale imposée par la montée en puissance de la Chine dans la zone Indopacifique dont les pays qui génèrent plus de 40% de la richesse mondiale font partie du G20 (En plus de la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Japon et l'Australie). L'ogre chinois, à l'appétit insatiable, est devenue depuis quelques années la grande obsession

des États-Unis dont il menace le leadership mondial et qu'il faut contrer à tout prix dans cette partie du monde considérée, par Joseph Borrell, haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, comme le nouveau centre de gravité du monde, où Pékin n'a de cesse de renforcer son influence tous azimuts. Au-delà de sa dimension militaire-sécuritaire mise en avant, Aukus renferme aussi un enjeu économique non négligeable pour les États-Unis qui pèsent beaucoup moins que l'Union européenne dans leurs échanges avec l'Indopacifique. Aukus pourrait ainsi servir de levier susceptible d'aider Washington à combler son retard commercial avec la Chine, qui, elle, a réussi à rattraper son retard technologique avec les États-Unis en volant, selon le renseignement américain, la propriété intellectuelle de la première puissance mondiale. En somme, le géant asiatique, principal bénéficiaire de la mondialisation conçue pourtant pour profiter aux pays occidentaux, a fait tourner les vents de la géopolitique et commence par conséquent à reléguer l'OTAN, organisation créée pendant la Guerre froide pour faire face essentiellement à la menace du bloc soviétique, au rang de vestige d'un passé révolu. Les défis et les enjeux n'étant plus les mêmes, les alliés ou vassaux américains d'hier ont perdu leur caractère stratégique. Du moins dans le regard étasunien. Tout cela pose la question, sur fond de la remise en cause du multilatéralisme cher à la France, du rôle et de la place de l'Europe dans le nouvel ordre mondial qui se dessine. Et c'est ce qui inquiète justement Paris et dans une moindre mesure ses amis européens...

L'alliance Aukus s'inscrit plus largement dans la suite logique de la confrontation entre les deux superpuissances, américaine et chinoise, inaugurée par Donald Trump dans son style cassant et poursuivie par son successeur avec ses manières de gentleman. Mais sur ce sujet fondamental qui préfigure la nouvelle politique étrangère américaine pour les décennies à venir, démocrates et républicains se rejoignent. Pas de clivages politiques possibles quand il s'agit de défendre le statut de première puissance mondiale et ses intérêts vitaux là où ils peuvent être menacés.

Ces derniers ne sont pas plus sauvegardés en Afrique où la Chine a pris une longueur d'avance sur les USA en réussissant au fil des ans à renforcer son hégémonie commerciale et sa prééminence en matière d'investissement, au point de devenir le premier partenaire économique du continent noir dont elle pompe les ressources naturelles dans des proportions à la limite de la prédation. Là aussi, les Américains sont décidés à combler leur retard commercial qui profite essentiellement aux Chinois en changeant d'approche axée traditionnellement sur la démocratie et les droits



Côté BASSE-COUR



de l'homme pour faire la part belle à la coopération économique génératrice de croissance et d'emplois et aux projets d'investissements d'envergure notamment dans les infrastructures. Dans ce sens, la reconnaissance de Washington de la souveraineté du Maroc sur son Sahara n'est pas fortuite. Signant l'avènement d'une politique afro-américaine renouée et dynamique, elle est clairement l'expression de ce nouveau virage géopolitique dans la conception américaine des principaux enjeux mondiaux d'aujourd'hui et de demain. La volonté des dirigeants américains de s'appuyer sur la position stratégique inestimable du royaume (Porte d'entrée de l'Afrique et proximité avec l'Europe), qui a rétabli dans la foulée ses relations avec Israël, mais aussi sur le leadership africain, fort et reconnu, de son souverain, ne fait aucun doute. La Grande-Bretagne poursuit le même objectif que son cousin américain en signant avec le Maroc, le 26 octobre 2019, un accord d'association qui s'inscrit dans le cadre du projet « Global Britain » post Brexit. Il ne manque plus que l'Australie à cette alliance anglo-saxonne pour partir avec le Maroc à l'assaut d'un continent, - qui offre le seul grand potentiel de croissance de la planète, - où se joue l'avenir des États-Unis. Soit, ils réussiront à maintenir leur statut de première puissance soit ils le perdront au profit du concurrent chinois.

Le retour en force sur la scène internationale du Maroc, devenu un allié plus stratégique que jamais dans la nouvelle redéfinition américaine des rapports de force, a fait plus que grincer des dents du côté de ses partenaires européens, à commencer par la France, qui se sont fait damer le pion sur un dossier où ils se sont distingués par leur ambivalence. Ce qui a donné aux Marocains le sentiment qu'ils jouaient sur les deux tableaux, alors que tout le monde savait que le Polisario est une entité visant à affaiblir le Maroc, créée et soutenue par l'Algérie dont le nouveau rapprochement stratégique Washington-Tel Aviv est en train de faire perdre la tête à sa gérontocratie militaire au pouvoir. En proie à la panique, déboussolée, elle a appuyé ces derniers temps sur l'accélérateur des bourdes politiquement ridicules, voire dangereuses qui isolent encore plus le pays en le reléguant au rang d'impuissance régionale qui est en passe de sortir de l'histoire par la petite porte en titubant.

La bonne place que le Maroc s'est aménagée au sein bloc anglo-saxon naissant, qui formate par petites touches, clics et même claques, le logiciel géopolitique de la planète, dérange plus d'un... ●

Akhannouch pour relancer Agadir et sa région



C'est naturellement que Aziz Akhannouch a été élu vendredi 24 septembre maire d'Agadir. Seul candidat en lice, le président du RNI a obtenu 51 voix, succédant à l'instituteur pjdiste Salah El Malouki. M. Akhannouch a, au fait, l'unanimité au-delà du camp de sa majorité. Le RNI est arrivé en tête à l'issue des élections communales à Agadir en décrochant 29 sièges, suivi par le PAM avec 6 sièges, le PJD et l'USFP qui ont obtenu chacun 5 sièges et 4 pour l'Istiqlal. Les 12 autres sièges ont été partagés par les petites formations.

Fort de sa triple victoire législative, locale et régionale, le RNI dispose de tous les leviers du pouvoir de gestion dans la région de Souss-Massa. Avec sa double casquette, celle de Premier ministre et de maire, et le contrôle de la région présidée par le RNI Karim Achengli, Aziz Akhannouch entend concrétiser la vision royale visant à faire de la région Souss-Massa un pôle économique de choix dont les grands axes sont déclinés dans le programme de développement urbain d'Agadir 2020-2024. Il est vrai que la cité balnéaire, qui a perdu une décennie à cause de l'inertie islamiste, a besoin d'un puissant élan pour retrouver son dynamisme d'antan et la voie de la prospérité. ●

Le PJD sans voix

Les données révélées par le ministre de l'Intérieur relatives aux résultats des élections du 8 septembre 21 montrent l'étendue de la déroute des islamistes. Ces derniers ont perdu en cours de route 1,3 million de voix par rapport aux élections législatives de 2016. Il faut un immense désamour pour baisser à ce point dans l'estime des électeurs. Le symbole de cette descente aux enfers porte un nom : Soumia Benkhaldoun. L'ex-ministre déléguée auprès du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation des cadres, n'a récolté que 4 petites voix à l'issue de sa course communale dans la circonscription de Harhoura au sud de Rabat. Avec 13 députés dont 9 femmes et une représentativité presque nulle dans les conseils communaux et régionaux, le PJD peut-il encore donner de la voix ? ●



Soumia Benkhaldoun.
L'ex-ministre déléguée auprès du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation des cadres.

Quel casting gouvernemental ?

En dehors des listes des ministrables fantaisistes qui circulent sur les réseaux sociaux, rien ne transpire sur les noms qui sont susceptibles de faire réellement leur entrée dans le prochain gouvernement dont la formation est prévue pour la première semaine d'octobre. A ce niveau-là, le secret est total, les chefs des trois partis de la majorité (RNI, PAM et Istiqlal) sont les seuls à mener les consultations. Sans adjoints ni témoins. Ce qui est conforme au mandat qui leur été donné par leurs bureaux politiques respectifs, à savoir de se charger des négociations en vue de la formation du nouvel exécutif.

Il semble que ce dernier, excepté certains ministres de souveraineté et ceux qui ont déjà fait leurs preuves dans l'équipe précédente, ne va compter que des nouveaux visages et des compétences à l'expertise reconnue. L'objectif étant d'éviter les erreurs de casting du passé. Or, le choix de l'homme qu'il faut à la place qu'il faut pose un défi immense aux partis concernés qui sont, c'est connu, loin de déborder de compétences. Ces dernières sont réduites à chercher les bons profils en dehors du cadre partisan qui n'est pas assez attrayant pour les convaincre. Les faiseurs du pouvoir vont-ils encore une fois céder à la tentation de recruter une partie des ministrables hors des partis de la majorité, quitte à les repeindre politiquement ? Contrairement à l'Istiqlal et au PAM qui veulent privilégier le recrutement dans le vivier des militants maison, le RNI de Aziz Akhannouch n'a pas de complexe à ce niveau-là, préférant donner, comme il l'a toujours fait jusqu'ici, la priorité à la compétence quitte à recourir, si elle fait défaut en interne, à la coopération. ●

LE RETOUR DE L'INFLATION AU MAROC ?





Côté BASSE-COUR



Par Noureddine Tallal



Le Parti du bon sens (82)

Molière vs Shakespeare !

Qu'est-ce qui peut bien rassembler un Tunisien et un Malgache ? Un Congolais et un Cambodgien ? Mieux encore, un Algérien et un Marocain, les irréconciliables frères ennemis ? La francophonie, bien sûr ! La francophonie, c'est « 300 millions de personnes à travers le monde, 88 pays adhérents, 132 millions d'apprenants et la quatrième langue la plus utilisée sur Internet ». Si vous contestez ces chiffres, Lhaj Miloud vous conseille de vous tourner vers l'Organisation internationale de la francophonie, OIF pour les intimes, qui les revendique sur son site officiel... A supposer qu'ils soient quelque peu gonflés pour les besoins de la cause, ils n'en restent pas moins impressionnants, on est d'accord ? Le Maroc, à l'instar de ses voisins maghrébins, l'Algérie et de la Tunisie, fait donc partie de ce vaste espace linguistique et culturel... Mais de moins en moins, semble-t-il ! Parce que le grand bateau de la francophonie prend l'eau de toute part ! Il est loin le temps des grands écrivains d'expression française d'origine maghrébine qui maniaient la langue de Molière avec plus de dextérité et de raffinement que bien des grandes plumes de l'Hexagone... Aujourd'hui, les Marocains semblent définitivement fâchés avec la langue de l'ancienne puissance coloniale, en dépit de la profondeur des liens qui les unissent, de l'importance des communautés respectives installées des deux côtés de la Méditerranée et du nombre croissant des couples mixtes et des personnes détentrices de la double nationalité...

Oui, les Marocains sont en froid avec la langue française et ils tiennent à le démontrer à la face du monde en torturant la prose comme ce n'est pas permis... Je ne sais pas si vous vous êtes amusés un jour à relever les fautes de français sur des affiches publicitaires ou les enseignes des magasins... Je ne parle pas seulement des petits commerçants et artisans qui peignent, en lettres hésitantes, le nom de leur profession sur leur devanture, « Coiffeure », « mécanique Ginirale »... Plus affligeants encore, les menus de certains restaurants, et pas seulement ceux dits populaires, où « pattes à la bolonaise » côtoient sans vergogne du « poison frais » et autres « déserts à la craime »... Lhaj Miloud n'invente rien : il a lu, de ses yeux, de telles horreurs pleinement assumées, au vu et au su de tous... Sans que personne ne réagisse, ni les passants, ni les autorités ! Pauvre Molière, il doit s'en retourner dans sa tombe ! Comment, cela ne regarde personne et ce n'est pas bien grave ? Lhaj Miloud s'insurge contre une attitude aussi défaitiste ! Bien au contraire, la situation nous interpelle tous, autant que nous sommes ! Il y va de notre réputation, en notre qualité de membres de la grande communauté francophone...

D'aucuns considèrent que notre langue nationale, à défaut d'être tout à fait maternelle, est l'arabe, la seule à l'égard de laquelle nous serions tenus d'avoir des égards... La seule qu'il est interdit d'écorcher, parce qu'étant la langue du Livre Saint... Quant aux langues mécréantes, elles ne mériteraient aucun respect... « Nous devons être fiers de la langue arabe et de

notre identité arabo-musulmane », avait rétorqué à Lhaj Miloud un ami qui, pour le coup, avait ainsi exclu de la communauté nationale nos concitoyens berbères, juifs et d'origine subsaharienne !

Hors sujet, avait rétorqué Lhaj Miloud à son fier interlocuteur qui en a profité, bien sûr, pour en rajouter une couche ! Il y a quand même d'autres manières de démontrer sa fierté au monde que de rédiger des affiches avec deux fautes d'orthographe par ligne ? Ou bien alors, on va cuver sa fierté ailleurs ! Notre regrettée institutrice nous aurait mis au piquet pour moins que ça ! Ayons du respect donc pour les langues, que ce soit le français, l'arabe ou le mandarin... Sauf que, dans ce dernier cas, il nous aurait été plus difficile de relever les coquilles, Lhaj Miloud l'admet de bon gré !

Ah, décidément le nif maghrébin n'a peur de rien ! Parce que la véritable fierté devrait plutôt consister en la maîtrise des langues étrangères, quelles qu'elles soient... Et certains ont encore bien du mal avec cette langue qui continue à les déranger au plus haut point... Tellement qu'ils en ont fait un sujet de discorde nationale alors qu'il faut simplement la voir comme un butin de guerre, comme l'écrivait si justement Kateb Yassine... Ou alors, on rend le butin et on se met à l'anglais !

Then, let's learn english ! Et pourquoi pas ? La langue de Shakespeare est de plus en plus en vogue... Pour des raisons politiques, culturelles, géostratégiques, technologiques et commerciales... Pour s'ouvrir davantage au monde, beaucoup de pays de la francophonie sont en train d'envisager sérieusement leur conversion... Le Rwanda, par exemple, qui, par ailleurs, a quelques solides raisons d'en vouloir à la France, a résolument franchi le pas, il y a déjà quelques années, et revendique depuis un taux de croissance inédit, apportant de l'eau au moulin des détracteurs du français, désormais jeté aux oubliettes et définitivement considéré comme « has been » ! Londres vaut bien une messe après tout ? Pourquoi pas ? Il n'y a aucun sentimentalisme à avoir en la matière, pragmatisme et efficacité devant demeurer les maîtres mots en la matière... Gardons les dialectes pour la maison, l'arabe pour la religion, l'anglais pour le business et le français... pour la drague ! Mais un français châtié et élégant, comme il sied à des hommes galants... Ça tombe bien, car, selon un sondage récent, la langue de Molière se placerait en tête du classement des accents les plus « sexy » ! Accent de la mission, je présume, pas celui infligé par notre enseignement public, certes, mais quand même ! Par ailleurs, elle est aussi perçue par la majorité des personnes interrogées comme la langue de l'amour par excellence... Alors, chers concitoyens, voilà des arguments qui ne manqueront pas d'ébranler vos nouvelles ardeurs anglo-saxonnes, isn't it ? D'ailleurs, s'il s'agit simplement d'opter pour la langue de l'empire dominant, il vaut mieux se hâter lentement... Parce que dans quelques années, il vous faudra sans doute opter pour le chinois ! ●

FORMATION DU GOUVERNEMENT : AKHANNOLICH
CROULE SOUS LES CV
LE MAROC REGORGE DE COMPÉTENCES



La Princesse Lalla Malika n'est plus



Feu Lalla Malika était une princesse engagée et discrète.

Le ministère de la Maison Royale, du Protocole et de la Chancellerie a annoncé le décès, mardi 28 septembre à Rabat, de la Princesse Lalla Malika. Elle était âgée de 88 ans. Fille de feu le Roi Mohammed V, sœur de feu le Roi Hassan II, et tante du Roi Mohammed VI, la défunte qui cultivait la discrétion en vivant loin des mondanités était présidente du Croissant Rouge marocain (CRM) depuis 1967. Vu les mesures préventives en vigueur à cause de l'évolution de la situation sanitaire, le souverain a veillé à ce que les obsèques de la défunte se déroulent dans un cadre familial privé avec une présence très limitée, dans le respect total de ces mesures. ●

ÉNERGIES PROPRES : LE MAROC VA ÉCLAIRER
LE ROYAUME-UNI VIA UNE LIGNE SOUS-MARINE DE 3800 KM

LE BREXIT M'A ILLUMINÉ
L'ESPRIT...





Déconfiné
de Canard

Côté BASSE-COUR



L'ONMT rend hommage aux acteurs du tourisme



Adel El Fakir, directeur
général de l'ONMT.

A l'occasion de la journée mondiale du Tourisme, l'Office National Marocain du Tourisme (ONMT) lance une campagne inédite pour mettre sous les projecteurs les femmes et les hommes engagés dans les métiers du secteur et qui sont en première ligne dans le service touristique.

« La pandémie du Covid-19 a un énorme impact économique et social. Elle frappe à la fois les économies développées et celles en développement. Et ce sont les groupes les plus vulnérables qui ont été le plus durement touchés de tous », fait remarquer l'ONMT dans un communiqué. L'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) a dédié la journée mondiale du Tourisme 2021, célébrée le 27 septembre de chaque année, au « tourisme pour une croissance inclusive ».

L'ONMT a décidé, à cette occasion, de lancer une campagne multimédia pour rendre hommage à toutes les femmes et les hommes qui travaillent dans le secteur, souligne le communiqué.

« Pour l'ONMT, il était important de rendre hommage à ces femmes et ces hommes qui sont les garants de l'expérience client et qui contribuent donc à faire rayonner la marque touristique Maroc. Cette reconnaissance est d'autant plus importante dans cette période difficile que traversent les opérateurs du tourisme à tous les niveaux de l'échelle de valeur », indique le directeur général de l'ONMT Adel El Fakir cité par le communiqué. ●

Al Othmani aux abonnés absents

Pour la 7ème semaine consécutive, les indicateurs épidémiologiques sont sur un trend baissier qui indique un début de sortie du Maroc de la troisième vague dont le pic a fait plusieurs centaines de morts. Cette amélioration de la situation sanitaire nationale, redevable aussi au bon déroulement de la campagne de vaccination, devrait normalement s'accompagner d'un allègement des mesures restrictives (décalage du couvre-feu de 21 à 23 heures au moins, réouverture des salles de port et des hammams...). Sauf que le Premier ministre sortant, le magnifique Saadeddine Al Othmani, qui a juste assisté aux réunions de son parti défait, s'est mis aux abonnés absents depuis l'annonce de la raclée électorale infligée aux islamistes le 8 septembre. Tout à son étourdissement, le psychiatre de la primature a oublié qu'il était encore Premier ministre et qu'il doit rester à son poste pour expédier les affaires courantes, continuité des services de l'État oblige. Résultat de cet abandon de poste : les recommandations du Comité scientifique et technique allant dans le sens d'un assouplissement des restrictions n'ont pas pu être traitées pour faire l'objet d'un décret de la primature. Vite un avis de recherche pour retrouver le fugitif. ●



Al Othmani, un
homme unique...

PRIMATURE : AL OTHMANI COUPABLE D'ABANDON DE POSTE

ON VOUS CHERCHE PARTOUT, IL FAUT QUE VOUS SIGNIEZ LE DÉCRET D'ALLÈGEMENT DES RESTRICTIONS SANITAIRES...



**Le Beurgois
GENTLEMAN**

Khouribga, une ville française... (56)

Nous célébrons le centenaire de la ville de Khouribga et de l'OCP, l'Office Chérifien des Phosphates voulu par Lyautey. "Jnaynar Lotti", comme le nommaient les Ouled Abdoun, en signant le décret du 27 janvier 1920, était le seul à être conscient du caractère exceptionnel de ce "Loufisse". En confiant l'exploration et l'exploitation de l'OCP au seul "Magasin" (ma5zen), Lyautey a ainsi évité la rapacité du secteur privé. Dès juin 1921, la première cargaison de phosphates est transportée à bord du train de Boujniba vers le port de Casablanca. Le gisement des Ouled Abdoun à Boujniba, dans les environs de la future ville de Khouribga, est le premier à être exploité. En septembre 1924, le Sultan Youssef, himself, visite les mines de Khouribga. C'est la première fois qu'un souverain marocain visite les installations de l'OCP. Exaspérés par le caractère sans-souci des Abdounis, les managers français se mirent à recruter des Soussis, du côté d'Agadir. En effet, l'absentéisme des autochtones excède les managers français : les Abdounis, contrairement aux Soussis, sont des sans-souci qui disparaissent dès qu'ils ont touché la paie et ne reviennent à la mine que quand ils ont fini de labourer ou de moissonner ou de battre le blé. C'est du douar Aguerd Oudad, du côté de Tafraout, dont les forces vives ont émigré à Casablanca, que le jeune Ahmed Oulhaj Akhannouch monte à Casablanca tenter sa chance en ouvrant une petite épicerie pour vendre du pétrole au détail. Doué d'un sens du business hors du commun, il développe rapidement un réseau de distribution comptant sept épiceries qui vendent le pétrole dans des bouteilles d'un litre. Un siècle plus tard, son fils Aziz est nommé premier ministre du Maroc par l'arrière-petit-fils du Sultan Youssef. En 1926, le sultan Youssef et sa suite prennent la direction d'Agadir. Ils empruntent une route empierrée. Sur la majorité du parcours, des milliers de dromadaires circulaient encore en masse sur cette artère. Le Sultan est accom-

pagné de son fils, le futur Roi Mohamed V, qui lui succédera l'année suivante, à son décès en 1927. Des réjouissances sont organisées à Mogador. La France a sécurisé le parcours pour traverser sans risque Bled Siba (tribus dissidentes). Le Souss n'a jamais été totalement pacifié. Ahmed Al-Hiba est l'un des dissidents notoires. Le sultan envoie un télégramme au successeur de Lyautey, parti à la retraite. "De Tiznit, point le plus au sud du Souss, dans la zone pacifiée de notre Empire, je vous envoie l'expression de ma plus belle et affectueuse amitié". Le successeur de "Jnaynar Lotti" lui répond : "Ma joie est grande de constater l'enthousiaste accueil d'une population qui sait que le sultan vénéré du Maroc n'a pas de plus fidèle et respectueux ami que le représentant de la France". En 1926, Agadir est une petite bourgade de moins de 2000 âmes dont 10% de zmagris zéropeens : la France avait permis à ces colons de résider à Agadir en leur louant des parcelles, à titre précaire et renouvelable, avec engagement de ne construire qu'en matériaux non durables... Après avoir été acclamé par la population d'Agadir, le Sultan Youssef quitte la petite bourgade d'alors, de bon matin, le 8 novembre 1926, pour se rendre à Tiznit, accompagné du général commandant et de Glaoui, le Pacha de Marrakech. Le lendemain, 9 novembre 1926, Moulay Youssef et sa suite prennent la direction de Taroudant. Le sultan est partout bien accueilli, même dans Bled Siba. Toutes les fractions de l'Anti-Atlas ont envoyé des représentants. Des manifestations grandioses sont organisées, auxquelles prennent part les troupes françaises, le tabor, un goum et au moins deux mille cavaliers. ● (A suivre)

Beurgois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Annulation de deux accords commerciaux liant le Maroc et l'UE

Le jeu trouble de la justice européenne continue...

Décidément, le Maroc n'a pas fini avec l'ambivalence de l'Union européenne merveilleusement entretenue par sa justice. Mercredi 20 septembre, le tribunal de l'Union européenne a annulé, suite à un recours introduit par le Polisario, entretenu et financé par l'Algérie, les deux accords liant le Maroc à l'UE, l'un sur la pêche et l'autre sur les produits agricoles. Le tribunal européen a donc jugé judicieux d'annuler ces accords tout « en maintenant leurs effets pendant une certaine période afin de préserver l'action extérieure de l'Union européenne et la sécurité juridique de ses engagements internationaux », lit-on dans le communiqué de presse rendu public par la juridiction du Luxembourg. Magnanimes, les juges de cette dernière considèrent que « leur annulation avec effet immédiat est susceptible d'avoir des conséquences graves sur l'action extérieure de l'Union européenne et de remettre en cause la sécurité juridique des engagements internationaux auxquels elle a consenti ». Encore heureux que cette drôle de justice qui rend des arrêtés politiques avec un habillage juridique se préoccupe de la crédibilité des institutions politiques européennes. Une crédibilité largement entamée depuis que les responsables marocains ont compris il y a longtemps que le tribunal européen est utilisé comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête du Royaume. La Cour de justice de l'UE n'avait-elle pas décidé d'annuler les mêmes accords en 2015 ? Ce sont les manœuvres surnoises qui continuent... Après cette annonce qui n'a pas tellement surpris les dirigeants marocains, l'UE et Rabat, par la voix de leurs chefs de la diplomatie respectifs, Nasser Bourita et Josep Borrell, se sont engagés dans une déclaration conjointe à poursuivre leur partenariat commercial qui en vérité n'en est pas un : « Nous prendrons les mesures nécessaires afin d'assurer le cadre juridique qui garantit la poursuite et la stabilité des relations commerciales entre l'Union européenne et le royaume du Maroc ». On voit mal de quelle manière face à une attitude pour le moins curieuse qui nourrit les désaccords au lieu de veiller à faire respecter les accords signés entre les deux parties liés par un partenariat stratégique. Face au jeu trouble persistant de l'UE et de sa justice instrumentalisée, les dirigeants marocains finiront-ils par tirer une fois pour toutes les conclusions qui s'imposent ? ●



Le Maigret DU CANARD



Aziz Akhannouch initie une démarche politique nouvelle

Un ménage à trois pour un seul objectif...

Abdellah Chankou

La nouvelle carte régionale, issue du scrutin du 8 septembre, dégage des a priori positifs sur divers plans. L'âge et le niveau d'instruction des présidents élus, d'abord. Profils globalement jeunes dotés d'une bonne formation, valorisée pour bien d'entre eux par une expérience appréciable dans le domaine de l'entrepreneuriat ou du travail de terrain. La cohérence politique au niveau des votes, ensuite. Pour une fois, une majorité (RNI-PAM-Istiqlal) a pu se dégager bien avant l'élection des présidents et des bureaux avec à la clé une entente en amont sur le candidat à soutenir, indépendamment du nombre de sièges obtenu par chacune des composantes du tiers gagnant. Bon prince-ce qu'il est réellement dans la vie politique et la vie tout court - le président du RNI et Chef du gouvernement désigné Aziz Akhannouch a joué la carte de l'égalité (4 régions pour chacun des trois partis alliés) alors même que son parti est arrivé en tête dans la plupart des régions. Cette démarche, qui a également été adoptée lors de l'élection des directeurs des conseils communaux, procède chez le tombeur des islamistes d'une volonté sans équivoque, franchement peu commune dans les usages politiques marocains. Celle d'impliquer ses partenaires en les responsabilisant dans la concrétisation sur un triple terrain (national, régional et local) des engagements électoraux qu'ils ont pris vis-à-vis de la population dans leurs programmes respectifs. C'est ce dépassement de l'égoïsme partisan, pourtant monnaie courante lors des élections précédentes, qui a permis par exemple à l'istiqalienne Abdellatif Maazouz d'être porté à la tête de la plus grande région du pays, sachant qu'arithmétiquement parlant la présidence de la mégapole devrait tomber sans coup férir dans l'escarcelle du rassemblement. Bâtir une véritable coalition où les partenaires sont égaux devant la responsabilité, à rebrousse-poil des alliances de bric et de broc qui ont prévalu jusqu'ici et dont les membres ne partagent que les portefeuilles, présente un autre avantage inestimable dans la vision akhannouchiste. C'est le meilleur moyen d'immuniser cette alliance contre le virus des divisions et autres batailles d'égo qui ont sapé bien des coalitions gouvernementales et déstabilisé de nombreux conseils communaux. Telle est l'essence de la méthode Akhannouch. L'hégémonie politique ne fait pas partie du



Aziz Akhannouch.



Abdellatif Ouahbi.



Nizar Baraka.

lexique du Chef du gouvernement désigné qui carbure plutôt au travail d'équipe dans l'engagement et le respect. Sans évidemment perdre de vue la nécessaire obligation de résultat. En phase avec les multiples plaidoyers royaux pour l'avènement d'une pratique politique rénovée et responsable où tous les acteurs privilégient l'intérêt général, cette nouvelle façon de faire dans la construction de la majorité suppose évidemment de nouveaux réflexes et une rupture avec les méthodes du passé. ●

Présidents de région : des noms et des profils

1-Région de Casablanca-Settat

Un ex-ministre aux manettes



La présidence de la plus grande région du Maroc, naturellement la plus convoitée, est revenue à l'Istiqlal à travers Abdellatif Maazouz alors que le RNI est arrivé en tête en termes de sièges obtenus.

Deux fois ministres (Commerce Extérieur puis Marocains de l'Étranger), passé par la Maison de l'artisan, M. Maazouz, dont l'élection est l'expression du choix des signataires du pacte des trois partis de la majorité, est titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'Université Hassan II de Casablanca en 2000. A 67 ans, ce natif de

Sefrou succède au PAM Mustapha Bakkoury qui, n'étant sa fragilisation politique par sa mauvaise gestion supposée des marchés de Masen, aurait certainement rempli pour un second mandat.

2- Région de Souss-Massa

Un entrepreneur pour la région

Ici, un RNI remplace un RNI. Ex-président de la Chambre du Commerce, d'Industrie et des Services d'Agadir, le jeune Karim Achengli est le fils de feu Houcine Achengli qui fait partie des grosses fortunes du Souss. Esprit

brillant et dynamique, Il succède à Brahim Hafidi qui n'ayant pas démérité aurait pu s'offrir haut la main un second mandat. Sauf que celui dont l'élection à la tête de la région pour la période 2015-2021 était le fruit d'une alliance entre trois composantes de la majorité (le RNI, le PJD et le PPS) est peut-être appelé à de nouvelles responsabilités. Comme ministre de l'Agriculture. Le nom du protégé de Aziz Akhannouch qui en est le mentor a d'ailleurs figuré sur une des premières listes de ministrables presentis qui a circulé sur les réseaux sociaux. Docteur en sciences agronomiques, M. Hafidi a les qualités requises pour diriger un tel ministère stratégique. L'objectif étant de piloter la nouvelle stratégie du secteur agricole "Génération Green 2020-2030" tout en capitalisant sur les acquis remarquables du Plan Maroc Vert, dans toutes les filières agricoles, initiée par Aziz Akhannouch en 2008.



3-Région de l'Oriental

Une réélection et une épée de Damoclès...

Le PAM Abdenbi Bioui a succédé à lui-même. Seul candidat en lice, il a été réélu à la majorité, samedi 18 septembre à Oujda, en réunissant sur son nom les 49 voix sur les 51 que compte le Conseil régional. Possédant une entreprise dans le domaine des BTP, cet ex-député (2011-2015) est un homme apprécié pour son engagement pour le développe-



Le Maigret DU CANARD



ment de sa région mais aussi pour ses actions caritatives. Mais l'ascension politique fulgurante de ce natif d'Oujda en 1971 risque d'être remise en cause par un procès en cours où il été condamnée en mars 2020 par la Cour d'appel de Fès à un an de prison ferme en tant que patron de l'entreprise « Bioui Travaux » avec l'istiglalien Omar Hejira en sa qualité de président du conseil municipal d'Oujda qui s'est vu, lui, infliger, une peine de 2 ans. La justice reproche aux deux responsables, poursuivis en état de liberté avec 17 autres accusés, d'avoir commis des actes délictueux liés, matérialisés

par des fraudes et des détournements de fonds publics. Membres influents de leurs partis respectifs, M.M. Bioui et Hejira se sont empressés après l'annonce du verdict à saisir la Cour de Cassation pour faire annuler leur condamnation.

En novembre 2017, Bioui, Hejira et consorts avaient été acquittés par le tribunal de première instance de Fès. Mais le procureur du roi a décidé de faire appel sur la base d'un ensemble d'éléments accablants pour les deux hommes contenus dans un rapport de la Cour des comptes, consacré à la gestion de la ville de Oujda.

4-Région Laâyoune-Sakia El Hamra

Le fils de son père

Hamdi Ould Errachid. Là aussi pas de suspense. L'Istiglalien Sidi Hamdi Ould Errachid était candidat à sa propre succession. Simple formalité, il est réélu avec un score de 29 voix sur les 39 que compte le conseil régional alors que 10 membres se sont abstenus.

Dans cette région du Sahara, le clan Ould Errachid qui gravite autour du patriarche Moulay Hamdi Ould Errachid, réélu député au nom du même parti dont il est le véritable patron, est dominant. Grâce à la richesse immense accumulée grâce à la rente par ce seigneur du désert, les Oulad Errachid sont arrivés à contrôler tous les leviers du pouvoir local et régional.



5-Région Fès-Meknès

Un avocat pour défendre la région



Ce n'est pas un jeune que l'alliance formée par le RNI, l'Istiglal et le PAM, respectivement 21, 14 et 11 sièges, a fait porter à la tête de la région Fès-Meknès. Comptant parmi la vieille garde de l'Istiglal dont il était chef du groupe parlementaire, Abdelouahed Ansari, la soixantaine, a pu décrocher 61 voix sur les 69 que compte le Conseil régional. Depuis le 20 mars dernier, cet avocat de carrière, qui a succédé au chef du MP Mohand Laenser à la tête de cette région dont le potentiel de développement reste à valoriser, préside aux destinées de l'Association des barreaux du Maroc (ABAM).

6-Région Rabat-Salé-Kénitra

Un homme entrepreneur

Exit le PJD Abdessamad Sekkal. Bienvenue à Rachid El Abdi du PAM. Élu avec 64 voix sur les 75 que compte le Conseil de région, le député de la circonscription de Salé-Médina, ce diplômé de



HEC Montréal a pour lui la jeunesse- il est âgé de 46 ans à peine- et le goût d'entreprendre. Proche du secrétaire général du parti Abdellatif Ouahbi, ce natif de Salé a été désigné en avril 2020 par ce dernier au poste de président du groupe parlementaire du parti à la première Chambre en remplacement de Mohamed Aboudrar qui a été évincé en avril 2020 par le même Ouahbi dans des circonstances jugées illégales.

7- Région Marrakech Safi

Le PAM succède au PAM



Le PAM a gardé la présidence de la région Marrakech-Safi. Candidat unique, Samir Goudar, 57 ans, prend la place de Ahmed Akhchichen en se faisant élire à l'unanimité à la tête d'une région dont il était le vice-président sortant.

Membre du Bureau politique, ce natif de Safi est apprécié pour ses qualités d'organisateur. Président de la commission préparatoire du dernier congrès du parti, il a également été appelé à diriger sa campagne pour le triple scrutin du 8 septembre 2021. Samir Goudar fait partie avec Fatima Zahra Mansouri, rede-

venue mairesse de Marrakech, de l'équipe qui a pris du grade au sein du parti dans le sillage du départ de Ilyas El Omari, l'homme qui a échoué à déloger les islamistes du pouvoir à l'issue des législatives de 2015...

8- Région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma

Un président qui a de l'étoffe

Fatima El Hassani du PAM a passé la main à un jeune politique discret mais efficace. Omar Moro du RNI, parti dont il est coordinateur régional et membre de son Bureau politique. Son élection le 20 septembre 2021 à 56 voix sur 63, à la tête de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, est une évolution naturelle pour Omar Moro qui fait partie de la jeune garde du RNI qui aspire à prendre du grade. Faisant partie des valeurs sûres du RNI, arrivé premier avec 18 sièges contre 14 pour le PAM et 13 pour l'Istiglal, cet ingénieur d'application en textile spécialité Bonneterie, âgé, de 51 ans a étoffé son parcours et ses réseaux à la fois en présidant entre 2009 et 2015 aux destinées de la Chambre de Commerce, d'industrie et des services de la région où il militait depuis 1997. Pour donner une dimension politique à son engagement, ce membre du Bureau de la CGEM-Nord et de l'Association Marocaine des Industries du Textile et de l'Habillement (AMITH), a réussi à se faire élire dès 2006 conseiller à la deuxième Chambre où il accomplit trois mandatures. La star politique du Nord qui monte c'est sans conteste Omar Moro.



9- Région de Béni Mellal-Kénifra

Un jeune qui en veut...

Dans cette région aussi, un PAM chasse un PAM. Brahim Moujahid cède son fauteuil de président à Adil Barakat. Ce dernier, qui a obtenu 56 voix sur les 57 que compte le conseil de région, a bénéficié principalement du soutien de ses pairs des partis alliés dont fait partie le RNI, arrivé en tête dans l'ensemble ces conseils communaux de la région avec 854 sièges.

Ex-conseiller à la deuxième Chambre, membre du Bureau politique du PAM, le nouvel élu a de qui tenir. Cet entrepreneur ambitieux a vu le jour en 1978 à Azilal dans une famille bien engagée dans la politique locale.





Le Maigret DU CANARD



10- Région de Draâ-Taflalet



Un ingénieur agronome pour le Taflalet

Dans cette région du sud-est marocain, c'est un RNI qui a succédé au très controversé El Habib Choubani. Natif d'Errachidia en 1956, Hro Abrou a été élu à l'unanimité des membres du Conseil composé de 43 conseillers. Parti sortant, le PJD, sévèrement sanctionné, n'a récolté qu'un seul siège à l'issue de ces élections régionales dominées par le

RNI qui a réalisé une belle moisson, 14 sièges, suivi respectivement de l'Istiqlal, le PAM et l'USFP qui ont fait élire respectivement 8, 7 et 4 candidats. Hro Abrou est diplômé de l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II en 1982 et titulaire d'une maîtrise en développement rural et agriculture de France. Il intègre ensuite la direction régionale de l'investissement agricole du Taflalet où il a occupé plusieurs responsabilités, avant d'être nommé en 2009 chef de la direction régionale de l'investissement agricole d'Ouarzazate.

11- Région de Guelmim-Oued Noun

Bouaida ou le meilleur parti...



Un vent de tristesse nationale a soufflé mardi 21 septembre sur la réélection du RNI Mbarka Bouaida à la tête de la région Guelmim-Oued Noun. La raison ? Le jour même de la victoire de Mme Bouaida, le pamiste Abdelwahab Belfkih s'est donné la mort à l'aide de son fusil de chasse dans son domicile à Sidi Ifni. Ex-USFP, le défunt convoitait tant ce poste dont il voyait la solution à ses démêlés avec la justice. Mais des considérations politiques complexes qui le dépassent en ont décidé autrement en faisant de la présidente sortante la favorite des trois partis arrivés en tête : PAM, RNI et Istiqlal (Le Canard Libéré N° 661). Née en 1975 à Lakssabi, près de Guelmim, fille d'une grande notabilité de la région, Mbarka Bouaida intègre le RNI en 2004 et en devient membre du Bureau politique trois ans plus tard. Ex-députée de Guelmim (2016-2021), elle est la seule femme à être propulsée à la tête d'un conseil régional. Cette dame frêle et sympathique jouit d'un bon niveau intellectuel soutenu par un diplôme en gestion obtenu à Casablanca, un master en communication décroché à Toulouse et un MBA délivré par l'Université de Greenwich à Londres. Cette sahraouie BCBG a connu à deux reprises les délices de la ministrabilité puisqu'elle a été nommée en octobre 2013 ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération dans le gouvernement Benkirane II, puis secrétaire d'État en avril 2017, auprès du ministre de l'Agriculture chargée de la Pêche maritime dans le gouvernement El Othmani.

12-Région de Dakhla-Oued Eddahab

Comme un poisson dans l'eau...



Et de deux pour El Khatat Yanja, 59 ans, dont le parti, l'Istiqlal, a remporté 11 sièges sur les 33 en jeu dans le conseil régional Dakhla-Oued Eddahab, suivi du RNI et du MP, respectivement 7 et 5 sièges. Pour sa réélection, il obtient la confiance de 29 membres sur les 33 que compte le Conseil régional. Figure régionale connue, homme ouvert et discret, El Khatat Yanja, a ceci de particulier qu'il fait partie des premiers Sahraouis à répondre au fameux appel historique de Feu Hassan II «La Patrie est clémente et miséricordieuse». De retour au bercail, cet ancien enseignement de mathématiques s'installe dans sa ville natale Dakhla, entre mer et désert et se lance dans le principal secteur d'activité de la zone : la pêche. Malgré son engagement partisan récent, El Khatat Yanja a vite appris à naviguer dans les eaux de la politique. ●

Algérie : Finalement, qu'est-ce qui va ?

C'est toujours les mêmes piètres acteurs qui rejouent le même film pour un résultat aussi médiocre. On peut même parler d'aggravation de la situation au fil des ans.

Abdelyazid Sadat *

Les nationalistes qui se sont battus pour l'indépendance voulaient un drapeau algérien : Ils l'ont eu. En même temps, leur but était une Algérie démocratique, débarrassée du chômage, de l'illettrisme, de la pauvreté, des injustices et du mépris.

Sur ce plan, la déception est plus qu'immense. Après les émeutes d'octobre 1988, une démocratie de façade a succédé à 26 ans de triste et sinistre parti unique. Depuis 1962, le pouvoir réel est entre les mains des militaires. Comme à l'époque coloniale, les élections sont truquées. Depuis l'an 2000, le chômage, toujours en permanente augmentation, affecte plus de 30 % de la population. Même le diplôme universitaire ne garantit pas un emploi. Crise de logement, vie chère, privation pour le plus grand nombre, santé défectueuse, mendicité, délinquance, drogue, prostitution, suicides. Le virus de la corruption n'y est pas allé d'une main morte, il a gangréné les institutions jusqu'à programmer la ruine du pays.

Face à une majorité de pauvres, des milliardaires font étalage de leur richesse. La classe moyenne laminée, vit dans la frustration. Les Algériens aspirent au bonheur, à la dignité dans leur patrie. Au fil des ans, le pays est vidé d'une partie de ses cadres. Des milliers de jeunes rêvent de s'expatrier : le seul frein est le refus des pays occidentaux de les accueillir. Sur le cortège de Jacques Chirac et plus tard sur celui de Nicolas Sarkozy, les jeunes hurlaient Visa ! Visa ! Visa ! Certes, on ne voit plus de cireurs de rue dans les rues : ils ont été remplacés par des vendeurs de cigarettes à l'unité et de marchands de chiffon sur les trottoirs.

Sauf pour une minorité, la vie quotidienne est une cruelle épreuve : coupure d'eau, d'électricité, mauvais état des routes, saleté des lieux publics. Le mot qui exprime le mieux le quotidien des Algériens est celui de dégoûtage. Pour désigner les jeunes chômeurs, on a inventé le mot de hittistes (les adossés aux murs).

Le mépris lui-même n'a pas disparu. Le fonctionnaire s'ingénie à faire courir le citoyen, à lui imposer des formalités compliquées, à le regarder de haut, parfois à le racketter avant de lui accorder ses droits. Résultat : une perte de confiance dans les dirigeants, une démobilisation vis-à-vis de la politique, l'absence d'espoir. Les émeutes d'octobre 1988 ont mis 500 adolescents au tapis.

Il y a bien ensuite la révolte islamique depuis 1992 mais elle s'est attaquée surtout aux exécutants et au petit peuple, elle s'est livrée à des massacres de femmes et d'enfants, à des viols, elle a détruit des équipements publics, elle a créé une situation d'insécurité et a creusé entre algériens un fossé de haine qui sera difficile à combler. La question des disparus demeure encore et toujours cette plaie grande ouverte. Le printemps noir de Kabylie : 129 morts, des milliers de blessés.

Les grandes et historiques marches du Hirak ne semblent pas changer grand-chose. Les gouvernants n'admettent toujours pas leur responsabilité. Pourtant, ce sont eux qui ont fait les mauvais choix, ont donné le mauvais exemple, ont amplement failli dans leur mission, se sont trompés dans les choix des hommes, ont tout simplement laissé faire pour s'occuper de leurs propres affaires.

Le bilan post indépendance est globalement négatif, cela tout le monde le sait, chacun le constate et le subit dans sa vie quotidienne. Les dirigeants eux-mêmes ne l'ignorent pas. Ils font des plans, des programmes, des discours, ils organisent des séminaires internationaux dans des hôtels de luxe, se pavant beaucoup à l'étranger, ils veulent persuader qu'ils ont bien l'intention de sortir le pays de ses multiples crises mais les résultats sont plus que décevants. C'est toujours les mêmes piètres acteurs qui rejouent le même film pour un résultat aussi médiocre. On peut même parler d'aggravation de la situation au fil des ans. A retenir que c'est bien dans mon cher pays et bien en cette année 2021 que de graves traitements sont particulièrement appliqués à tous les porteurs d'une revendication politique qui se voient désormais désignés de «terroristes». Finalement, qu'est-ce qui va quand on empêche tout simplement les Algériens de construire le monde dans lequel ils veulent vivre ?

Est-ce une fatalité ? Permettez-moi de le penser. ●

* Libre penseur algérien



Le Maigret DU CANARD



Durcissement des conditions d'entrée des Maghrébins en France

Macron s'octroie un visa pour rempiler

Sous peine de se faire expulser de l'Elysée où il espère ardemment rempiler pour un second mandat, le président français n'a rien trouvé de mieux que de durcir les conditions d'octroi des visas aux Maghrébins... Électorisme quand tu nous tiens !

Jamil Manar

Les quotas de visas Schengen accordés au Maroc, à l'Algérie et à la Tunisie seront réduits dans des proportions significatives. Ainsi en a décidé le président français Emmanuel Macron qui a la ferme intention de réduire le nombre de visas délivrés aux ressortissants algériens et marocains de 50 %, et de 30% pour les demandeurs Tunisiens, en prenant 2020 comme année de référence. Invité sur Europe 1 qui a révélé cette information mardi 28 septembre, le porte-parole du gouvernement français Gabriel Attal a confirmé la décision : «En 2018, nous avons adopté la loi Asile et immigration (...) Et le frein à cette efficacité et aux reconduites effectives, c'est le fait que des pays refusent les laissez-passer consulaires. A partir de là, on a eu un dialogue avec certains pays du Maghreb, puis des menaces. Et aujourd'hui on met ces menaces à exécution », a indiqué le responsable hexagonal. Par «certains pays du Maghreb », ce dernier fait allusion à l'Algérie puisqu'il donne lui-même plus d'explications en citant ce pays qui selon lui « refuse en effet de délivrer des laissez-passer consulaires, un document sans quoi une expulsion ne peut pas être exécutée ». A en croire le chef de la diplomatie marocaine Nacer Bourita, le Maroc n'est pas dans ce cas de figure puisque « les consulats du Maroc en France ont délivré ces derniers mois près de 400 laissez-passer ». On est très loin du cas de l'Algérie qui, selon les aveux même de M. Attal, n'a répondu favorablement entre janvier et juillet 2021 qu'à 22 obligations de quitter le territoire français sur les 7731 ordonnances par la justice française... Alors pourquoi la France n'a pas fait



Macron déstabilisé par la zemmourisation des esprits...

la part des choses et préféré mettre le Maroc, la Tunisie et l'Algérie dans le même sac ? A quoi rime cette mesure de durcissement des visas ? Est-ce par souci de ne pas irriter les dirigeants de l'ancien département français connus pour ne pas hésiter à dézinguer la France pour un oui ou un non que le président Macron a mis les trois pays maghrébins dans le même sac ?

Nacer Bourita, qui n'est pas né de la dernière pluie diplomatique, considère que « la décision de la France est injustifiée pour plusieurs raisons ». Le ministre qui s'exprimait mardi 28 septembre lors d'un point de presse en présence du ministre mauritanien des Affaires étrangères,

Ismaël Ould Cheikh Ahmed, en visite de travail à Rabat, a ajouté que « le Maroc a toujours agi avec responsabilité face au dossier de l'immigration clandestine ». Et de livrer la conclusion coule de source : il s'agit d'une « affaire franco-française », allusion faite à l'électorisme qui fait rage depuis plusieurs mois en France en prévision des présidentielles de 2022. Ici les débats et les esprits sont en train d'être zemmourisés à l'extrême et dans ce climat délétère les migrants deviennent, ces éternels boucs émissaires commodes, un grand enjeu électoral. Sous peine de se faire expulser de l'Elysée où il espère ardemment rempiler pour un second mandat, le président français n'a rien trouvé de mieux que de touiller la mélasse de la démagogie en durcissant les conditions d'octroi des visas aux Maghrébins... Pour lui, tous les moyens sont bons apparemment bons y compris les moins justes pour ne pas contracter le statut de premier refoulé politique de France...

Dans un communiqué à la fois ferme et lucide rendu public au lendemain de l'annonce décriée de M. Attal, le bureau national de l'association "Les Français du monde" a dénoncé « une atteinte grave à la mobilité internationale des personnes » tout en pointant du doigt une attitude qui fait l'amalgame « entre politique de circulation des personnes et politique migratoire ».

Ainsi va la France qui se radicalise de plus en plus. Pour exister politiquement, elle a du mal à traiter de ses vrais problèmes de fond qui sont à l'origine de son déclin. Au fait, le projet de réduction du nombre de visas accordés par les consulats français aux ressortissants maghrébins serait-il une réponse forte à la giflée infligée à la France par les Etats-Unis sur le dossier Aukus ? ●

Entre récolte de blé et moisson de voix

Moulay Hafid fait le choix des cours...



Moulay Hafid Elalamy.

Pendant que le Maroc était en période électorale pour former un nouveau gouvernement et renouveler ses institutions élues, Moulahom Hafid était en campagne pour son propre business. Celui qui lui a fait gagner la bagatelle de 330 millions d'euros, empochée récemment à l'Euronext grâce à la cession de 10% du capital détenu par son groupe Saham dans le call center Majorel, cofondé avec l'Allemand Bertelsmann. Entre la récolte de blé et la moisson des voix, le choix est vite fait pour Moulahom. Ce dernier se vit justement comme un ministre offshore qui opère dans l'offshoring où l'esclavagisme s'est réinventé avec un succès qui dépasse toutes les prévisions de rentabilité. Le suffrage universel, battre campagne et aller à la rencontre des électeurs dans le Maroc profond ? Ce n'est pas sa tasse de thé. Homme très concret, il s'estime au-dessus de ces petites contingences qui lui auraient, ô horreur, juste sali ses chaussures Berluti à 2.000 euros la paire. Et puis, les élections ça ne rapporte que dalle. Que des ennuis, des insultes, du stress et de la suspicion. Seul compte à ses yeux la légitimité de la thune. Quant à celle des urnes, qui lui aurait permis d'avoir un ancrage national ou à tout le moins local en se présentant dans son Marrakech natal, il s'assoit royalement dessus. Le repeint aux couleurs du RNI, sans l'engagement et les sacrifices qui vont avec, laisse ça aux autres. Au président du parti Aziz Akhannouch qui a mouillé d'innombrables fois sa chemise dans une immense et intense tournée électorale du pays en supportant toutes les cabales pour décrocher la victoire pour son parti et botter les islamistes hors du pouvoir... ●

Sitel et Webhelp hors-la-loi

Allergiques à la liberté syndicale, les deux centres d'appel français ont pris des décisions arbitraires à l'égard des salariés syndiqués affiliés à l'UMT...

Les centres d'appel étrangers installés au Maroc poursuivent de plus belle leur politique anti-syndicale. Deux entreprises françaises, Sitel et Webhelp établies toutes les deux à Rabat, ont affiché récemment leur mépris à l'égard des membres du bureau syndical de l'UMT. Propriété de la famille française Mulliez qui possède entre autres affaires Décathlon et Auchan, Sitel est allée jusqu'à licencier d'un seul coup et sans motif valable 8 délégués syndicaux. Cette décision injustifiée est intervenue après que l'employeur leur a interdit en plein mois d'août d'accéder à leurs postes de travail tout en décrétant le gel de leurs salaires. L'arbitraire dans toute sa splendeur. Le seul crime de ces employés, qui ont bénéficié de la solidarité de la fédération française Sud PTT, exprimée dans un communiqué de soutien daté du 9 août, c'est d'être évidemment des représentants syndicaux du personnel. La liberté syndicale n'est pas non plus la bienvenue chez Webhelp, où elle est visiblement perçue comme un délit passible de sanctions sévères. Le délégué UMT Zouhir Houmadi en a fait les frais puisqu'il s'est vu lui aussi privé de son salaire et interdit l'accès à son bureau. Un oukase dénoncé également et avec vigueur par la fédération Sud PTT France dans un communiqué. Dans une correspondance adressée aux dirigeants des deux centres d'appel, le secrétaire général de l'UMT El Miloudi El Moukharik a dénoncé avec force ces « agissements scandaleux » intervenus en juillet dernier qui vont « l'encontre des engagements sociaux » de Sitel et Webhelp, et qui les mettent en porte-à-faux avec « les lois marocaines et les normes internationales garantissant le droit syndical ». Jusqu'à présent, les personnes injustement sanctionnées n'ont pas été rétablies dans leurs droits. Les patrons des centres d'appel Sitel et Webhelp, qui prétendent être à l'écoute de leurs clients, font la sourde oreille dès qu'il s'agit du respect de la législation du travail et du droit syndical... Drôles de méthodes ! ●



Le Maigret DU CANARD



OCP : Un excellent premier trimestre 2021

Les indicateurs 2021 d'OCP sont en nette progression. Le résultat d'exploitation du groupe a atteint 8,05 milliards de DH à fin juin 2021, nettement supérieur à celui enregistré à la même période de 2020. Cette progression notable est due notamment à la non récurrence du don de 3 milliards de dirhams relative à la contribution d'OCP au Fonds national spécial Covid-19, indique le leader des engrais phosphatés dans un communiqué financier semestriel.

L'EBITDA à la même échéance a enregistré, quant à lui, une croissance de 48% d'une année sur l'autre pour s'établir à plus de 12,53 milliards de dirhams. L'efficacité opérationnelle du groupe s'est traduite par une marge d'EBITDA de 39%. « Au premier semestre 2021, OCP continue d'afficher une solide performance financière et opérationnelle. Les atouts inhérents à notre modèle économique, associés à des conditions de marché favorables, nous ont permis d'atteindre une croissance à deux chiffres de nos principaux indicateurs financiers. Cette performance s'inscrit dans une perspective d'investissement à long terme dans des programmes de croissance et



Mostafa Terrab, PDG du groupe OCP.

de développement durables », a déclaré Mostafa Terrab, PDG du groupe, cité par le communiqué. « La flexibilité industrielle d'OCP nous a permis d'adapter notre production afin d'adresser les besoins évolutifs de nos clients, notamment en réorientant une partie de nos exportations d'engrais vers l'acide. L'agilité commerciale, sur laquelle nous nous appuyons en permanence, a été un facteur clé dans la capacité d'OCP à renforcer sa position de leader mondial à l'export, et ce en répondant à la demande des marchés à forte croissance », a fait encore valoir M. Terrab. ●

Le PAM et le spectre de la mort



Feu Abdelwahab Belfkih.

Le suicide de Abdelwahab Belfkih, mardi 21 septembre à l'aide de son fusil de chasse, a dynamité le PAM à Guelmim, fief du défunt, et même au-delà dans la région Souss-Massa. L'onde de choc est telle que de nombreux élus et militants du parti dans le sud ont, en

guise de solidarité post mortem avec le défunt et par respect à sa mémoire, démissionné de leurs responsabilités au sein du PAM. Les démissionnaires qui se disent en colère estiment ne pas pouvoir rester dans une formation dont ils accusent le secrétaire général, Abdellatif Ouahbi, de trahison, d'un des leurs en invalidant à la dernière minute sa candidature à la présidence de la région Guelmim-Oued Noun alors que le parti est arrivé en tête dans les élections régionales dans cette région. Plus grave encore, jugent les mécontents, M. Ouahbi a pris cette décision pour le moins troublante sans s'en référer aux instances dirigeantes du parti. C'est cela Ouahbi, il considère que le PAM lui appartient.

Il semble que le spectre de la mort de Belfkih va longtemps hanter le PAM et ses dirigeants. ●

Financement : Le CIH dans le Vert

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), soutenue par le Fonds vert pour le climat (FVC) et l'Union européenne (UE), a annoncé lundi l'octroi d'un financement à hauteur de 25 millions d'euros au Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH Bank) pour soutenir la transition verte du Maroc.

Ce financement provenant de la BERD (18,75 millions d'euros) et du FVC (6,25 millions d'euros) sera consenti sous forme de sous-prêts par CIH Bank aux citoyens locaux, aux PME et aux entreprises pour des investissements dans

les technologies d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, précise la banque européenne. Les fonds de la BERD s'inscrivent dans le cadre du Mécanisme de financement de l'économie verte (GEFF) au Maroc visant à encourager des investissements écoresponsables. Par ailleurs, CIH Bank sera soutenu dans le déploiement du programme par un dispositif « complet » de capacités techniques complété par des incitations à l'investissement, tous deux financés par l'UE. ●

EN L'ESPACE DE DEUX ÉLECTIONS, LE PJD A PERDU 1,3 MILLION DE VOIX

QU'EST-CE QU'ON PEUT DEMANDER AUX MAROCAINS AU PROCHAIN SCRUTIN POUR REVENIR AU POUVOIR ?



Ça pétille pour la bibine

La fermeture des bars et autres boîtes de nuit ainsi que la baisse drastique de l'activité touristique à cause de la crise sanitaire ne semble pas avoir impacté la vente des alcools au Maroc. Bien au contraire. Pas d'abstinence forcée sur ce poste de consommation non négligeable. En témoigne la hausse du RNPG de la Société des Brasseries du Maroc rebaptisée Société des Boissons du Maroc (SBM) qui a réalisé un Chiffre d'affaires consolidé de 1,007 milliard de DH, en hausse de 14,8% et un Résultat net part du groupe de 108,4 millions de DH (MDH) à fin juin 2021, en hausse de 228% par rapport à la même période de l'année dernière.

Si la crise a épargné l'activité de cette entreprise c'est parce que les habitués des bars et autres lieux de divertissement nocturne ont trouvé d'autres endroits pour se taper des cuites, chez eux ou chez les amis. La santé financière éclatante de l'entreprise est due certainement aussi à la lutte des autorités contre le trafic d'alcool qui s'est soldée par l'arrestation et la condamnation en janvier 2021 de Saïd Boukannouf, considéré comme le « roi de l'alcool frelaté » qui inondait le marché en grandes quantités de divers produits alcoolisés. Ce qui n'a guère empêché nombre de Marocains, remarquables hommes de litres, de continuer à prendre de la bouteille. ●

MOULAHOM HAFID PRÉFÈRE D'AUTRES ARGUMENTS...





Bec et ANGLE



L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Le patron du MP Mohand Laenser

Nous sommes devenus le Mouvement perte sans profit

Une équipe du Canard a rencontré Mohand Laenser, dans son bled natal, Imouzzer Marmoucha, situé à l'extrémité du Moyen Atlas. Le patron du MP était en pleine méditation, assis sur une grosse pierre...

On ne vous a pas entendu tout au long de la période post résultats électoraux...

En fait, je n'ai rien à dire. Le MP a tout perdu. Son chef que je suis encore un peu a perdu le président de la région Fès-Meknès et le parti en tant que tel sa place dans le gouvernement. Nous sommes devenus le MSPP, le mouvement pertes sans profits.

Ainsi va la vie politique. On ne peut pas gagner à tous les coups et siéger toujours au gouvernement...

Mais le MP a pris goût au pouvoir et ne s'est jamais imaginé le quitter un jour. Et puis, qu'est-ce qu'on va raconter dans l'opposition. Crier que le gouvernement ne fait pas son travail ? Ce n'est pas notre ADN. On ne sait même pas comment s'y prendre pour s'opposer. C'est trop compliqué pour nous.

Vous pouvez toujours financer des séminaires de formation à l'opposition pour vos 28 députés, non ?

Ce n'est pas mal comme idée mais les caisses du parti sont vides. C'est au Parlement de prendre en charge de telles initiatives.

Quelle est la solution pour contourner l'obstacle de l'opposition qui est essentielle pour l'exercice démocratique **Épargnez-moi vos beaux discours ! Les partis de l'opposition sont des loosers qui auraient aimé tant être au pouvoir ou y rester. Point à la ligne. Comme nous ne savons pas faire de l'opposition, nous avons décidé de soutenir le nouveau gouvernement de Ssi Aziz Akhannouch. C'est ce qu'on**



appelle le soutien critique, qui est à mi-chemin entre l'opposition et la participation. J'espère que ce positionnement nous vaudra la bienveillance du futur Premier ministre quand il s'agit de distribuer les postes de responsabilités... Pas question pour nous de faire de l'opposition pour des

positions ça nous va.

Si le patron du RNI béni nous oublie, nous risquons de tomber dans les oubliettes. Ce qui n'est pas bon ni pour la démocratie ni pour le moral du peu de militants sincères que nous avons et qui risquent de migrer vers les partis au pouvoir....

Le patron de l'UC Mohamed Sajid a fait le même choix que vous : le soutien critique. Avec ses 13 députés, le PJD n'a pas de voix au chapitre faute de pouvoir former de groupe parlementaire... Qui va alors faire de l'opposition conventionnelle ?

Il y a l'USFP et le PPS qui espéraient jusqu'au bout faire partie de l'équipe Akhannouch. Ces deux partis ont une culture de l'opposition qui, il est vrai, ont perdu à force de quémander des portefeuilles ministériels. Au MP, nous sommes au moins dignes. La mendicité politique doit être interdite par la force de la loi.

Quelle est votre valeur ajoutée dans tous les gouvernements auxquels vous avez participé ?

D'abord, notre présence physique qui découle de notre capacité à jouer les forces d'appoint utiles. Sans oublier le talent incomparable dont fait preuve le MP pour accepter n'importe quel strapontin. L'absence d'exigence chez nous est une grande qualité.

Les élections de 2021 ne vous ont pas porté chance, elles ont expédié le MP dans l'opposition...

Comme nous ne savons pas faire de l'opposition, nous avons décidé de soutenir le nouveau gouvernement de Ssi Aziz Akhannouch. C'est ce qu'on appelle le soutien critique, qui est à mi-chemin entre l'opposition et la participation. J'espère que ce positionnement nous vaudra la bienveillance du futur Premier ministre quand il s'agit de distribuer les postes de responsabilités... Si le patron du RNI béni nous oublie, nous tomberons dans les oubliettes. Ce qui n'est pas bon ni pour la démocratie ni pour le moral du peu de militants sincères que nous avons et qui risquent de migrer vers les partis au pouvoir....

Qu'allez-vous devenir ?

Me retirer dans mon bled natal dans le Moyen Atlas pour méditer sur la condition misérable de l'opposant malgré lui. ●

Propos recueillis par
Saliha Toumi

Soufiane et Lhaj M'barek...

Aussitôt son diplôme obtenu au Canada, il rentre dans son Casablanca natal, débordant d'optimisme et la tête pleine de projets... Casablanca, sa ville chérie qui lui a tant manqué... Il sait qu'il ne peut pas vivre ailleurs, quitte à renoncer à une offre alléchante qui lui avait été proposée outre-Atlantique... Il a ouvert son garage, il y a environ deux ans, à une centaine de mètres de chez moi... Soufiane est ingénieur mécanicien... Jeune et dynamique, affable et serviable... Soufiane est, certes, un privilégié... Il a pu, avec l'aide financière de son père, acquérir un beau local qu'il a aménagé aux normes techniques et de sécurité les plus strictes... Un investissement conséquent ! Il a recruté, également, trois jeunes mécaniciens diplômés de l'Office de formation professionnelle, avec un salaire décent et s'est empressé de les inscrire auprès de la CNSS...

Il a tenu à saluer les voisins un par un, dès son installation... Même Lhaj M'barek ! Chacun lui a souhaité bonne chance et a solennellement promis de recourir à ses services... Lhaj M'barek ne s'est pas laissé démonter par cette concurrence d'un nouveau genre... Il faut dire que c'est un vieux de la vieille, qui dispose d'un affreux local, situé à une centaine de mètres du garage de Soufiane, où il sévit en tant que mécanicien polyvalent, ... Sacré Lhaj ! Il n'a jamais fait d'études mais il s'y connaît en réparations automobiles, tous modèles et tous âges confondus... On vient d'un peu partout pour lui confier sa caisse, que ce soit pour une simple vidange ou une grosse réparation... Aucune panne ne lui résiste ! Lhaj fait travailler plusieurs jeunes... Pour venir en aide à leurs parents nécessiteux et les préserver de l'oisiveté, mère de tous les vices... Un bienfaiteur, Ssi Lhaj !

Son local est sale et exigü. Qu'à cela ne tienne ! Il utilise une partie de la rue comme espace de travail... Sans façons ! Perturbant la circulation sans le moindre état d'âme et sans que cela ne semble interpellé les autorités locales le moins du monde... Il vous reçoit dans un recoin lugubre de son garage, qui lui fait office de bureau où traînent des bidons d'huile de vidange, des pièces de rechange usagées et un vieux carnet bleu écorné où il note des choses mystérieuses... Ne vous attendez pas à ce qu'il vous délivre des reçus ou des attestations de garantie... La seule garantie qui vaille est celle du bon Dieu, n'est-ce pas ? « Selli 3la nbi » ! Lhaj est un bon musulman... On le voit souvent recevoir chez lui des barbous en gandouras pour un verre de thé convivial...

Plusieurs mois se sont écoulés depuis l'ouverture du garage de Soufiane, lequel reste bien peu fréquenté... La rue est toujours autant encombrée par les voitures des clients de Lhaj M'barek... Celles des barbous mais pas que... Soufiane n'a rien perdu de son optimisme et de sa combativité... Il y croit toujours ! Mais pour combien de temps encore ?

P.S. : Depuis, la covid-19 s'est invitée à la fête... Soufiane a fini par craquer et a baissé le rideau... Lhaj M'barek a gagné ! Contre son jeune concurrent certes, mais pas contre la covid-19... Son local est également fermé depuis deux semaines, ce qui ne lui était jamais arrivé auparavant, Lhaj ne prenant jamais de congé, en dehors des fêtes religieuses... Renseignement pris, il aurait été affecté par ce sacré virus et son état serait alarmant... Lui qui aura résisté à toutes les tempêtes, depuis trente ans, se remettra-t-il de ce coup du sort ? C'est tout le mal qu'on lui souhaite... En espérant qu'à sa guérison, il prenne une retraite méritée et laisse sa place à Soufiane... Si ce dernier n'a pas entre-temps changé d'avis en revenant à de meilleurs sentiments envers l'expatriation... ! ●

N. Tallal

Une mairesse pour Rabat



Asmae Rhlalou, maire de Rabat.

Finalement, la logique arithmétique a été respectée dans l'élection du maire de Rabat. La RNI Asmae Rhlalou, ex-députée, a réussi à se faire élire vendredi 24 septembre avec 58 voix sur 81 que compte le Conseil en faisant mordre la poussière à son adversaire Hassan Lachgar. Fils du Premier secrétaire général de l'USFP Driss Lachgar qui quémandait, lui, de manière pathétique, une participation dans le futur gouvernement Hassan, qui n'a obtenu que 7 maigres voix, convoitait tellement la mairie qu'il s'est arrangé à rallier à sa cause des conseillers issus du RNI et du PAM lors de la première séance de vote très mouvementée qui a été reportée pour cause de bagarre entre les camps rivaux. Les conseillers RNI et PAM qui étaient sensibles aux arguments de leur candidat malheureux sont finalement revenus à de meilleurs sentiments à l'égard de Asmae Rhlalou qui a succédé au très controversé maire PJD de la capitale Mohamed Sadiki. ●



Le MIGRATEUR



Allemagne : Le SPD bat de justesse la CDU de Merkel

Les sociaux-démocrates allemands centre-gauche (SPD) ont remporté de justesse les élections générales de dimanche, selon les projections, et ont revendiqué un « mandat clair » pour diriger un gouvernement pour la première fois depuis 2005 et mettre ainsi un terme à 16 ans de règne conservateur d'Angela Merkel.

Les sociaux-démocrates sont en passe d'obtenir 26% des voix (le plus bas score de l'après-guerre), contre 24,5 % pour le bloc conservateur CDU/CSU d'Angela Merkel, selon les projections de la chaîne de télévision ZDF, mais les deux groupes pensent chacun pouvoir diriger le prochain gouvernement.

Aucun des deux grands blocs ne disposant d'une majorité claire, tous deux étant réticents à l'idée de rééditer l'expérience de leur large « coalition maladroite » des quatre dernières années. L'issue la plus probable est une alliance à trois dirigée par les sociaux-démocrates ou les conservateurs de Mme Merkel.

L'accord sur une nouvelle coalition pourrait prendre des mois de tractations et impliquera probablement les Verts, grandes déçus de ces élections où ils sont en 3e position, et les libéraux du FDP (Free Democrats).

« Nous sommes en tête dans tous les sondages maintenant », a déclaré le candidat à la chancellerie des sociaux-démocrates, Olaf Scholz, lors d'une table ronde avec d'autres candidats après le vote.

« C'est un message encourageant et un mandat clair pour faire en sorte que nous ayons un bon gouvernement pragmatique pour l'Allemagne », a-t-il ajouté après s'être adressé plus tôt à des partisans du SPD en liesse.

L'ascension du SPD annonce un basculement à gauche pour l'Allemagne et marque un retour remarquable du parti, qui a récupéré quelque 10 points de soutien en trois mois seulement pour améliorer son résultat de 20,5 % aux élections nationales de 2017.



Un homme en train de voter, Berlin, le 26 septembre 2021. REUTERS/Fabrizio Bensch.

Scholz, 63 ans, deviendrait le quatrième chancelier SPD de l'après-guerre après Willy Brandt, Helmut Schmidt et Gerhard Schroeder. Ministre des finances dans le cabinet de Mme Merkel, il est un ancien maire de Hambourg.

Le rival conservateur de Scholz, Armin Laschet (Voir le Canard N°633 et N°642), a signalé que son bloc n'était pas encore prêt à céder, bien que ses partisans soient restés discrets.

« Ce n'est pas toujours le parti arrivé en tête qui a fourni le chancelier », a

déclaré Laschet, 60 ans, lors de la table ronde. « Je veux un gouvernement où chaque partenaire est impliqué, où tout le monde est visible - pas un gouvernement où seul le chancelier peut briller », a-t-il déclaré dans une première tentative de séduction des petits partis. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, Schmidt a gouverné en coalition avec le FDP, même si ses sociaux-démocrates avaient moins de sièges parlementaires que le bloc conservateur. L'attention va maintenant se porter sur des discussions informelles suivies de négociations de coalition plus formelles, qui pourraient prendre des mois, laissant Mme Merkel aux commandes dans un rôle d'intérimaire au moins jusqu'à décembre.

Scholz et Laschet ont tous deux déclaré qu'ils viseraient à conclure un accord de coalition avant Noël.

Mme Merkel a l'intention de se retirer après les élections, ce qui fait de ce vote un événement qui changera le cours de l'histoire de la plus grande économie d'Europe. Elle s'est imposée sur la scène européenne presque depuis son entrée en fonction en 2005, alors que George W. Bush était président des États-Unis, Jacques Chirac à l'Élysée et Tony Blair Premier ministre britannique. ●

Tunisie: Saied est-il en train de perdre le soutien de la rue ?

C'est la plus grande manifestation depuis que le président Kais Saied a gelé le parlement et viré le gouvernement le 25 juillet dernier.

Plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés dimanche dans la capitale tunisienne pour protester contre la prise de tous les pouvoirs par le président Kais Saied, appelant ce dernier à rétablir l'ordre constitutionnel dans la plus grande manifestation de colère publique depuis son intervention.

La semaine dernière, Saied a balayé une grande partie de la constitution de 2014, se donnant le pouvoir de gouverner par décret deux mois après avoir limogé le premier ministre, suspendu le parlement et assumé le pouvoir exécutif.

« Le peuple veut la chute du coup d'État », scandait la foule sur l'avenue Habib Bourguiba de Tunis, point central des manifestations qui ont mis fin au règne de l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali le 14 janvier 2011. M. Saied a déclaré que ses actions, que ses opposants ont qualifiées de coup d'État, sont nécessaires pour faire face à une



Manifestation contre Kais Saied, à Tunis, le 26 septembre 2021. REUTERS/Zoubeir Souissi.

crise de paralysie politique, de stagnation économique et de mauvaise réponse à la pandémie de coronavirus. Il a promis de faire respecter les droits et de ne pas devenir un dictateur.

« Nous protégerons la démocratie... la Constitution est une ligne rouge », a déclaré Nadia Ben Salem qui a dit avoir parcouru 500 km depuis le sud du pays pour exprimer sa colère, en brandissant une copie de la Constitution.

Saied bénéficie toujours d'un large soutien de la part de nombreux Tunisiens qui en ont assez de la corruption et des services publics médiocres et qui affirment qu'il a les mains propres. Des dizaines de ses partisans sont apparus lors de la

manifestation.

« Nous soutenons Saied parce qu'il a déclaré la guerre à une classe politique corrompue », a déclaré « Ahmed ».

Saied n'a pas fixé de limite de temps à sa prise de pouvoir, mais a déclaré qu'il nommerait un comité pour aider à rédiger des amendements à la constitution de 2014 et établir « une véritable démocratie dans laquelle le peuple est vraiment souverain ». ●

Le Premier ministre malien accuse la France d'un « abandon en plein vol »

Fustigeant le départ de la force militaire française de son pays, Choguel Kokalla Maïga a déploré une annonce « unilatérale » sans coordination tripartite avec l'ONU et le gouvernement malien. Le Premier ministre malien a accusé la France, samedi 25 septembre, d'un « abandon en plein vol » après sa décision de retrait de la force militaire française Barkhane. « La nouvelle situation née de la fin de Barkhane, plaçant le Mali devant le fait accompli (...), nous conduit à explorer les voies et moyens pour mieux assurer la sécurité de manière autonome avec d'autres partenaires », a déclaré Choguel Kokalla Maïga à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies. Il s'agit de « combler le vide que ne manquera pas de créer la fermeture de certaines emprises de Barkhane dans le nord du Mali », a-t-il précisé, déplorant une annonce « unilatérale » sans coordination tripartite avec l'ONU et le gouvernement malien.

Dans un contexte de menace jihadiste accrue, « l'opération française Barkhane annonce subitement son retrait en vue, dit-on, d'une transformation en coalition internationale dont tous les contours ne sont pas encore connus », a insisté Choguel Kokalla Maïga. Et d'ajouter : « En tout cas, pas de mon pays, pas de notre peuple ». Cette prise de position intervient au lendemain de la mort du caporal-chef Maxime Blasco, tué par un tireur embusqué lors d'une opération contre des jihadistes au Mali, et alors qu'une coopération entre l'armée malienne et un groupe paramilitaire russe (Wagner) est évoquée ces dernières semaines.

De ce groupe paramilitaire russe qui a longtemps fait parler de lui en Libye, les autorités françaises se sont ouvertement inquiétées mardi 14 septembre, avertissant qu'un déploiement de ces paramilitaires au Mali pourrait entraîner un retrait des troupes françaises, qui y combattent depuis huit ans les groupes djihadistes. ●

SOLIDARITÉ DE LA DIASPORA:
L'AMBASSADE D'ALGÉRIE
EN FRANCE FIXE DES CONDITIONS



le Canard Libéré

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar
Abdelkarim Chankou
Saliha Toumi
Rachid Wahbi
Ahmed Zoubair

CARICATURES

Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL

Laila Lamrani Amine
Chaimaa El Omari Naib

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Alpha Print

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Can' Art et CULTURE



Dans la peau des terroristes : La représentation du terrorisme dans le roman marocain à l'aube du XXIe siècle

Comment raconter le désastre terroriste à partir du point de vue de celui qui, volontairement, provoque la mort des autres, celui qui s'apprête à se donner la mort en semant la désolation autour de lui ? Cet ouvrage propose d'abord un cadre théorique général, celui du « portage » terroriste, en s'appuyant sur trois romanciers marocains du XXIe siècle : Mahi Binebine, Al Mostafa Bouignane et Rachid Khaless. Il s'attache également à mener des études textuelles plus approfondies des œuvres de Youssouf Amina Elalamy, pour mettre en relief la diversité des modalités du basculement dans le terrorisme. À l'issue de cette réflexion, sont pointées les causes et les conséquences de l'embrigadement terroriste ainsi que les perspectives actionnelles des remédiations. » Abdesselam El Ouazzani, professeur à l'université de Rabat essaye via sa publication

de 172 pages, publiée, le 17 septembre chez L'Harmattan, ce répondra à la question ou du moins d'apporter son éclairage pour mieux cerner le problème. L'auteur cite les différentes approches suivies par les romanciers, cinéastes, chercheurs pour traiter cette thématique.

« Les actes terroristes font couler encore beaucoup d'encre journalistique et académique et leur trame revient en effet souvent dans les romans de fiction comme l'arrière-scène dont la saillance est signe d'obéissance des auteurs d'attentats à la mouvance djihadiste. Et le critique littéraire alors ? (...) »

Le point de vue de l'auteur sur la représentation littéraire du terrorisme au début du troisième millénaire ? « Certains romanciers d'ici et d'ailleurs s'emparent de cette thématique parce qu'ils pensent que la bonne compréhension du phénomène terroriste est insuffi-



sante en l'absence de l'exploration, dans le cadre de l'espace de l'imaginaire littéraire, de la dimension psychosociologique des personnages incarnant les terroristes. Se mettre dans la peau des terroristes : tel est le challenge que permet l'imaginaire littéraire au croisement de la dialectique production-réception propre à la littérature. Le romancier est le producteur de la fiction et le lecteur en est

le récepteur. D'ordinaire, pour raconter ce qui s'est passé, le premier s'investit dans les méandres de la conscience de ses personnages pour conduire la narration des événements en variant les angles d'attaque et la mesure des points de vue. Son approche narrative, externe ou interne, parfois mixte, permet au lecteur de prendre la mesure de la variation des points de vue et de vivre en immersion sensible et imaginaire pour interagir émotionnellement avec les personnages. » soutient-il. ●

11e édition du festival Ciné-Université

Le cinéaste Younès Reggab, fils de feu Mohamed Reggab, présidera le jury de la compétition officielle des courts-métrages produits par les ciné-clubs, dans le cadre de la 11ème édition du festival « Ciné-Université », prévue du 20 au 24 octobre à Casablanca et Mohammedia et qui rendra hommage à feu Nouredine Saïl.

Selon les organisateurs, le jury de cette compétition est composé aussi de la comédienne Najat Louafi et des membres de la Fédération nationale des ciné-clubs du Maroc (FNCCM) représentant les ciné-clubs de Khouribga, Beni Mellal, et Ouarzazate. ●

Samira Ait El Maalam expose ses œuvres



La fondation Mohammed VI de promotion des œuvres sociales de l'éducation organise, jusqu'au 5 octobre, une exposition de l'artiste peintre Samira Ait El Maalam, placée sous le thème « Vortex ».

L'exposition qui a débuté le 14 septembre intervient en ouverture de la saison culturelle 2020-2021 et fait partie d'une série d'expositions organisées par cette institution.

A travers cette exposition, l'artiste qui est une adhérente de la fondation et enseignante des arts plastiques à Agadir aborde plusieurs thèmes d'actualité, notamment la pandémie de Covid-19 et ses effets sur l'être humain... ●

Pronostics pour les Oscars 2022 : les 5 meilleurs films

Prédiction faites par les critiques sur la base de la liste des films et des acteurs en lice pour une nomination aux Oscars 2022. Toutes les informations et les dates de sortie sont susceptibles d'être modifiées. OSCARS 2022. La prochaine cérémonie aura lieu en mars, en raison de la pandémie liée au coronavirus. Le film « Haut et Fort » du Franco-marocain Nabil Ayouch, qui a fait parler de lui au dernier festival de Cannes, représentera le Maroc dans la présélection des Oscars 2022, section « Meilleur Film International ». C'est du moins ce qu'a annoncé ce mardi 7 septembre le Centre cinématographique marocain (CCM), qui précise qu'il a été choisi parmi quatre films éligibles, conformément aux critères établis par l'Académie des arts et des sciences du cinéma.

1- Belfast : GB, Focus Features, Laura Berwick, Celia Duvall, Becca Kovacic, Tamar Thomas, 2021

Le film « Belfast » nourrit l'espoir d'un Oscar après le Prix du public du festival de Toronto.

Comédie romantique en noir et blanc de Kenneth Branagh qui rend hommage à sa ville natale, est devenu candidat favori pour les Oscars, en remportant samedi 18 septembre le prix le plus convoité du Festival du film de Toronto.

Son dernier film « Belfast », qui sortira en salle en Amérique du Nord en novembre, est inspiré de son histoire personnelle.

Il raconte l'éclosion des violences en Irlande du Nord à la fin des années 1960 à travers le regard de Buddy, un garçon de neuf ans.

Le Prix du public de Toronto est devenu au fil des ans un bon indicateur des finalistes aux Oscars, prédisant les futurs lauréats de la catégorie des meilleurs films comme c'était le cas l'an dernier avec « Nomadland ».

2- The Power of the Dog, USA, Netflix, Emile Sherman, Iain Canning, Roger Frappier, Jane Campion, Tanya Seghatchian, 2021

Jane Campion est devenue la deuxième femme nommée pour le meilleur réalisateur avec « The Piano », qui lui a valu l'Oscar du meilleur scénario original. La cinéaste est de retour avec le soutien de Netflix pour « Le pouvoir du chien », une adaptation du roman éponyme de Thomas Savage avec Benedict Cumberbatch, Kirsten Dunst et Jesse Plemons. Rien que cette distribution a de quoi susciter l'intérêt des Oscars, tout comme le film qui marque le retour de Campion au cinéma pour la première fois en 12 ans. Si Campion a été acclamée pour avoir dirigé les séries TV « Top of the Lake » et « Top of the Lake : China Girl », elle n'a pas réalisé de long métrage depuis « Bright Star » en 2009. Campion reste la première et la seule femme cinéaste à avoir remporté la Palme d'or du festival 2021.

3- Dune, Canada, Warner Bros, Denis Villeneuve, Mary Parent, Cale Boyter, Joe Caracciolo Jr., 2021

Les deux dernières réalisations de Denis Villeneuve ont pesé lourd Oscars. « Arrival » a obtenu huit nominations, dont celle du meilleur film et la première candidature de Villeneuve au



titre de meilleur réalisateur, et a remporté l'Oscar du meilleur montage sonore. « Blade Runner 2049 » n'a pas fait partie des catégories principales, mais a obtenu quatre nominations et a remporté les Oscars de la meilleure cinématographie et des meilleurs effets visuels. Il n'y a aucune raison de penser que le dernier film de Villeneuve, une adaptation du roman « Dune » de Frank Herbert, ne dominera pas les catégories artisanales des Oscars en 2022 avec une poignée de nominations (surtout avec des collaborateurs comme le directeur de la photographie Greig Fraser, nommé aux Oscars, le compositeur Hans Zimmer, lauréat d'un Oscar, et le monteur Joe Walker, nommé aux Oscars).

4- King Richard, USA, Warner Bros, Tim White, Trevor White, Will Smith, 2021

Cela fait presque 15 ans que Will Smith n'a pas été nommé aux Oscars, mais « King Richard » devrait faire parler de lui cet automne si ce drame sportif biographique est bon. Réalisé par Reinaldo Marcus Green, le film raconte comment les icônes du tennis Venus et Serena Williams sont devenues des athlètes de classe mondiale grâce à l'entraînement de leur père, Richard Williams. Smith a été nommé à deux reprises pour l'Oscar du meilleur acteur grâce à ses performances dans « Ali » et « The Pursuit of Happiness ». L'acteur a connu un retour en force récemment avec les succès consécutifs au box-office d'« Aladdin » et de « Bad Boys for Life », il est donc normal qu'il revienne dans la saison des Oscars. Warner Bros sortira « King Richard » au cinéma et sur HBO Max à partir du 19 novembre.

5- Being the Ricardos, USA, Amazon Studios TBA, Todd Black, Jason Blumenthal, Steve Tisch, 2021

Aaron Sorkin a écrit le film et en est également le réalisateur. Ball et Arnaz formaient un couple dans la vie réelle et ont divorcé en 1960. Leurs enfants, Lucie Arnaz et Desi Arnaz Jr, sont producteurs exécutifs de Being the Ricardos.

« Il s'agit de l'histoire de la relation passionnée, tempétueuse et compliquée de notre peuple et non d'une reconstitution de I Love Lucy », a déclaré Lucie Arnaz dans un communiqué. « Sorkin a choisi d'éclairer un fragment de temps pendant une période incroyablement intense du succès durable de leur émission ».

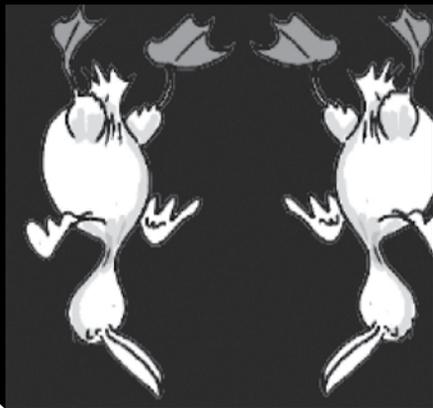
Ce film pourrait être une grande réussite.



Et Batati ET BATATA



Bizarre



Avoir le mal du trou

C'est une histoire assez incroyable qu'a relayée la chaîne de télévision américaine CNN, reprise par le site internet du journal ouest-france du 22 septembre. L'histoire remonte au 1er août 1992, Darko Desic, son nom, est accusé de trafic de cannabis, on lui reproche également d'en avoir cultivé. Mais de peur d'être renvoyé dans son pays natal alors en guerre, il entreprend de s'échapper de prison. Ce qu'il a finalement réussi à faire après avoir scié les barreaux de sa cellule avec une scie à métaux. En s'évaporant dans la nature, il a réussi à se faire oublier en vivant chichement mais normalement, inséré socialement. Mais près de 30 ans après son évasion, le fugitif s'est retrouvé sans emploi et sans abri à cause du confinement strict appliqué en Australie lors de la première vague de la pandémie de Covid-19. Il a alors décidé de se rendre à la police de Dee Why, au nord de Sydney. Son procès est programmé le 28 septembre prochain. ●

Les bons cons

Commander un iPhone 11 et recevoir un pot de ratatouille c'est possible sur le site Leboncoin. Selon une news relayée pare le site Linfo.re du 25 août, un habitant de Saint-Lys, au sud-ouest de Toulouse, a dépensé 264 euros pour un pot de ratatouille ! L'acheteur porte plainte pour arnaque. Il s'agit d'un adolescent de 16 ans, prénommé Riyad. Le 17 août dernier, il a acheté un iPhone 11 à un vendeur privé pour le prix de 264 euros sur le site web de petites annonces Leboncoin. Somme alléchante qui l'a réglée via le paiement sécurisé du site Leboncoin. En récupérant son colis dans un point relais, l'adolescent a retrouvé un pot de ratatouille dans le paquet au lieu de l'iPhone 11. « Je me suis dit : c'est une blague. Je suis retourné au magasin Intermarché où j'avais récupéré mon colis, j'ai expliqué la situation et il y avait une dame à côté qui rigolait [...] On m'a dit qu'on ne pouvait rien faire pour moi, alors j'ai contacté Leboncoin », a raconté Riyad. L'acheteur a recontacté le vendeur pour se plaindre, mais il n'a rien voulu savoir. Le vendeur a assuré avoir envoyé l'iPhone et déposé le colis dans un point relais de Seine-et-Marne. Le 23 août, Riyad a porté plainte auprès de la gendarmerie de Saint-Lys. ●

Histoire décoiffante

Une blonde, une brune et une rousse sont dans un champ. Elles sont poursuivies par le paysan de ce champ où elles ont piqué des patates. Elles vont se cacher dans la grange. Devant elles, il y a trois barriques. Chacune entre dans une. Le paysan arrive et se met devant la barrique où était la brune. Ayant peur, elle fait : « Miaou, Miaou, Miaou ». Il dit, « c'est bon, c'est le chat. » Il vient ensuite devant celle où était la rousse et de peur, elle fait : « Ouaf, Ouaf, Ouaf ». Il dit : « C'est bon, c'est le chien ». Pour finir, il va devant celle où se trouve la blonde, elle fait : « Patate, Patate, Patate ». ●



Rigolard



***C'est un touriste qui roule en voiture** dans la campagne. En traversant un village, il est arrêté à un feu rouge. C'est alors qu'il aperçoit un poulet incroyable: il a 3 pattes. Le feu passe au vert, il redémarre, et il voit le poulet qui se met à courir aussi dans la même direction. Ce qui est incroyable, c'est que le poulet est aussi rapide que la voiture. Alors le touriste de plus en plus intrigué, décide de suivre la même direction que le poulet. Route départementale, petite route de campagne, petit chemin de terre et terminus dans une cour de ferme. L'automobiliste descend de voiture et va voir le fermier qui est devant sa maison, puis il lui dit :
- C'est à vous ce poulet à 3 pattes ?
- Oui monsieur, c'est bien à nous.
- Mais c'est curieux qu'il ait 3 pattes...
- Ah mais ici, c'est notre spécialité. Par une manipulation génétique, on a réussi à créer cette espèce.
- Mais pourquoi 3 pattes ?
- Ben voyez-vous ici, on adore les cuisses de poulet.
- Ah, je comprends... Et c'est délicieux à manger ?
- Ben on ne sait pas, parce qu'on n'arrive pas à les attraper !!

***C'est un gars qui est invité à une grande** réception. Une heure après le début de la soirée, il va aux toilettes. Il remarque que le gars qui pisse à côté de lui a deux jets.
- C'est quoi... ?
- Ah ça mon p'tit jeune c'est une blessure de guerre...
Une heure plus tard, il revient aux toilettes publiques et voit un autre gars à côté, mais lui il a trois jets de pipi.
- C'est quoi, les trois jets ?
- Ça c'est une vieille blessure de guerre de 1930. Encore, une heure après, il y retourne et voit un autre mec qui a quinze jets de pipi. Il demande :
- C'est une vieille blessure de guerre, vous

aussi ?
- Non, c'est juste que je suis trop saoul pour baisser ma fermeture éclair..

***-Ohé ! Venez me pousser !!!** Y'a quelqu'un qui peut venir me pousser ? A force de hurler, le propriétaire de la maison finit par se réveiller. Il se lève et ouvre la fenêtre de sa chambre :
- Qu'est-ce qui se passe en bas ? Qui fait tout ce raffut à 3 heures du matin ? Dit-il sans apercevoir l'homme.
- Venez me pousser, s'il vous plaît, venez me pousser !!!
- Arrêtez tout de suite ce tapage et laissez-nous dormir, sinon j'appelle la police ! Le type referme sa fenêtre et retourne se coucher. A peine est-il au lit que l'homme dehors se remet à hurler :
- Venez me pousser ! Venez me pousser !! Le type commence à s'énerver mais sa femme, couchée à ses côtés, lui conseille :
- Écoute, chéri, tu n'as qu'à t'habiller et descendre l'aider à pousser sa voiture ! Plus vite il sera parti, plus tôt nous pourrions dormir !! Le type se lève donc en rouspétant. Il s'habille et se rend en bas de chez lui. Comme il fait noir il demande :
- Alors... Où êtes-vous ?
- Là, sur la balançoire... !!!

***Une blonde, une brune et une rousse** sont dans un champ. Elles sont poursuivies par le paysan de ce champ. Elles vont se cacher dans la grange. Devant elles, il y a trois barriques. Chacune entre dans une. Le paysan arrive et se met devant la barrique où était la brune. Ayant peur, elle fait : « Miaou, Miaou, Miaou ». Il dit, « c'est bon, c'est le chat. » Il vient ensuite devant celle où était la rousse et de peur, elle fait : « Ouaf, Ouaf, Ouaf ». Il dit : « C'est bon, c'est le chien ». Pour finir, il va devant celle où se trouve la blonde, elle fait : « Patate, Patate, Patate ».

CHERCHONS LOCATAIRES

Immeuble à usage de bureaux sous forme de 6 plateaux d'une superficie de 2500 m2 plus un parking de 2000 m2 pour 100 voitures

Adresse :

Sidi Maârouf lotissement Attawfik le Zenith Technoparc Casa Nearshore

Contact :

06 61 17 74 44



LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktoni
Contactez-nous au 0661177444





Et Batati ET BATATA



Mot Fléchés

Études des malformations	Brisées	Parties du corps	Support	Rivière
Pétrifiées	Possessif	Réfuerais	Situées	Période
Gemmeuse				
Compressées				
			Métal	
			Moutardes	
Araignée	Anneaux			Plantes
	Écrits			
			Possessif	Bordures
			Moquât	
Être allongé			Ancien navire	
Prénom			Divinité	
		Être sumatriel		
		Tressal		
Fleuve		Débaras		
Région française		Saint évêque		
			Existe	
			Redevable	
Assistants				Pronom personnel
Prénom				
		Article contracté		Unité
Bâtitudes				

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3			■			■			
4					■				
5			■				■		
6								■	
7			■						■
8					■				
9				■					
10			■						
11									
12						■			■

- Horizontalement :
- 1 : Concerne la colonne vertébrale
 - 2 : Amarrera avec des ancrs
 - 3 : Pronom personnel - Règle - Comédienne
 - 4 : Sélectionne - Faufil
 - 5 : Paresseux - Certain - Langue
 - 6 : Emission simultanée de deux sons
 - 7 : Unité de mesure de rayonnement - Homme politique portugais
 - 8 : Mélodies - Abritent des animaux
 - 9 : Cheville - Misée
 - 10 : Adverbe - Coléreux
 - 11 : Pronom indéfini - Catégorie d'oeuvre
 - 12 : Organes - En matière de
- Verticalement :
- 1 : Il rénove
 - 2 : Indienne
 - 3 : Appareil de radio - Ile - Note
 - 4 : Elles savent recevoir
 - 5 : Ville du Japon - Pays - Blagues
 - 6 : Ancienne voiture - Hâle
 - 7 : Victoire de Napoléon - Epoque
 - 8 : Muse - Religieuses
 - 9 : Mollusque - Fromage blanc

Mots Mêlés

E	N	U	D	E	N	G	A	T	N	O	M	C	A	R	A	V	A	N	E	S	
T	E	R	O	F	S	E	G	A	G	A	B	M	O	N	T	A	G	N	E		
M	A	R	E	C	A	P	E	E	E	O	N	C	A	M	P	A	G	N	E	N	E
O	V	E	R	A	G	C	D	G	C	C	I	B	A	G	A	G	E	S			
V	I	M	A	R	N	A	A	A	A	E	A	V	O	I	L	E	S				
O	O	T	M	A	I	L	R	Y	M	A	R	N	A	T	U	R	E				
I	N	T	E	V	P	T	R	O	P	N	T	N	A	T	U	R	E				
L	A	E	A	A	M	O	R	V	A	G	S	P	L	A	G	E					
E	T	G	E	N	A	O	U	S	G	N	T	F	O	R	E	T					
S	U	I	L	E	C	Z	N	I	N	A	O	O	C	E	A	N					
E	R	E	I	S	T	E	N	T	E	T	L	E	T	R	A	I					
E	E	N	L	I	E	L	O	S	S	E	F	A	V	I	O	N					



Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

	7	2		4				5
		4		5	8	9		
	5		1				8	2
	9	6						
3								8
						5	9	
2	6				1		7	
		5	3	8		1		
9				7		6	5	

A méditer



« Un pessimiste n'est jamais déçu ».

Maurice Chapelan,
Amoralités familiales.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

4	1	3	6	7	8	2	5	9
6	8	2	9	3	5	7	4	1
7	5	9	4	2	1	6	3	8
3	9	4	5	1	6	8	2	7
1	7	5	8	9	2	4	6	3
8	2	6	3	4	7	9	1	5
9	3	7	1	6	4	5	8	2
5	6	1	2	8	9	3	7	4
2	4	8	7	5	3	1	9	6

Mots Mêlés

La solution est : Dindonneau.

Mots fléchés

	C	E	U	D	A			
D	O	R	L	O	T	E	R	V
N	A	U	S	E	E	U	S	E
A	S	P	E	S	K	S	A	R
T	I	A	C	H	E	T	E	
S	E	N	T	A	O	A	R	
R	E	L	U	U	R	N	E	
A	N	E	L	R	A	D	E	N
A	S	T	E	R	P	A	T	
U	T	I	S	R	A	E	L	
I	O	N	E	C	R	I	T	
R	O	U	E	T	T	E	T	A
N	I	E	L	L	E	R	A	I

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	P	R	A	G	R	A	M	M	E
2	R	U	A	H	U	E	S		
3	E	S	P	A	U	R	N		
4	P	A	I	M	B	O	E	U	F
5	A	R	S	D	U	E	R		
6	R	B	H	O	T	E	I		
7	A	R	R	I	M	A	G	E	S
8	T	E	O	A	R	E	N	E	
9	E	S	O	N	D	E	N	T	
10	U	R	I	C	E	E	T		
11	R	A	I	A	I	A	M	E	
12	S	T	O	R	E	S	I	S	



L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS